
Conférence du désarmement

Français

Compte rendu définitif de la mille quatre cent unième séance plénière

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le mardi 13 septembre 2016, à 10 h 10

Président : M. Kim In-chul.....(République de Corée)



Le Président (*parle en anglais*) : Je déclare ouverte la 1401^e séance plénière de la Conférence du désarmement.

La liste des orateurs étant très longue aujourd'hui, nous devrions peut-être entamer tout de suite nos travaux. Pour commencer, je donne la parole à l'Ambassadeur d'Inde, M. Varma.

M. Varma (Inde) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je m'associe aux orateurs précédents pour vous féliciter de la fluidité et de l'efficacité qui caractérisent votre présidence, et plus particulièrement de l'adoption du rapport de 2016 de la Conférence du désarmement à l'Assemblée générale.

Avant de prononcer mon discours d'adieu, il est de mon devoir d'énoncer pour mémoire la position du Gouvernement indien sur l'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé le 9 septembre. Dans un communiqué publié le même jour, le Ministère des affaires extérieures a noté avec une vive préoccupation que la République populaire démocratique de Corée avait une fois de plus enfreint ses obligations internationales. Cet État avait lui-même fait siennes les préoccupations qui s'étaient exprimées au sujet de la prolifération des technologies nucléaires et balistiques et de ses effets négatifs sur la sécurité nationale de l'Inde. L'Inde déplore cet essai nucléaire et demande à la République populaire démocratique de Corée de s'abstenir de telles activités, qui nuisent à la paix et à la stabilité de la région et au-delà.

Monsieur le Président, je sais que la Conférence a d'importantes questions à traiter aujourd'hui. Avec votre permission je voudrais, alors que je m'appête à quitter Genève vers la fin de l'année pour de nouvelles fonctions, vous faire part de quelques réflexions.

J'ai eu le privilège d'être membre de la délégation indienne à la Conférence pendant neuf années, dont trois, les trois dernières, en tant que Représentant permanent. C'est un honneur qui m'emplit de fierté.

L'Inde est représentée depuis plus de cinquante ans dans cette salle, qui a été témoin des grands bouleversements que le monde a vécus durant ces années et de la place et du rôle que l'Inde y a tenus.

Quelles que soient les difficultés que connaît aujourd'hui la Conférence, mon pays continue de lui accorder la même importance.

Née de l'aspiration du monde à se doter d'une instance permanente chargée des questions de désarmement et vouée à l'objectif d'une sécurité internationale renforcée par une réduction des niveaux des armements, notamment nucléaires, la Conférence est le fruit précieux du seul instrument international de désarmement qui soit véritablement universel. Ce serait de la folie de l'abandonner.

La frustration suscitée par l'impasse dans laquelle se trouve la Conférence s'apparente à celle que provoque les calmes du « pot au noir » équatorial.

La Conférence a pour mandat de concilier la sécurité nationale de ses membres et la sécurité mondiale pour tous – le véritable apport démocratique du désarmement – en renforçant l'un et l'autre, ainsi que les deux en même temps.

Il est regrettable que la Conférence, en dépit des efforts bien intentionnés de beaucoup, soit bloquée par l'exclusivisme de certains en matière de sécurité ou par le déficit de confiance des autres, et cette situation est indigne de son noble mandat. Quoi qu'il en soit, tels sont les ingrédients de l'impasse qui n'a que trop duré, mais nous finirons aussi par en sortir.

Peut-être plus que d'autres instances qui tirent leur pouvoir et leurs privilèges d'autres sources, la Conférence est un microcosme traversé par des courants stratégiques mondiaux opposés. Ceux d'entre nous qui assistent régulièrement à nos débats et qui écoutent ce qui s'y dit ne s'y trompent pas.

Si, dans ce siècle, la sécurité mondiale doit refléter la multipolarité qui la sous-tend ou dompter les éléments négatifs des changements technologiques qui en sont le moteur, il n'y aura pas d'autre solution que de négocier des instruments multilatéraux. Si nous recherchons des instruments multilatéraux de portée mondiale qui puissent réellement

modifier la donne sur le terrain, la seule solution est que cette instance hors pair pour les négociations sur le désarmement remplisse sa mission. Au nom d'une interdépendance mondiale sûre et libre, si la Conférence du désarmement n'existait pas, nous devrions l'inventer.

La conclusion est claire. La Conférence demeure à la disposition de tous ceux qui souhaitent renforcer la sécurité nationale au moyen d'instruments juridiques multilatéraux. Sans engagement commun en faveur de cet objectif, nous ne réussirons pas ; si nous assumons notre engagement, nous ne pourrions pas échouer.

En fin de compte, plus qu'une mise à l'épreuve de la viabilité de la Conférence, il s'agit de savoir si nous nous considérons comme des membres responsables de la communauté internationale. L'Inde demeure attachée aux principes fondateurs et aux objectifs de la Conférence.

J'ai pu bénéficier de la coopération et de l'amitié de nombreuses personnalités ici présentes, chefs de délégation, experts, membres du secrétariat et interprètes. Je leur adresse à tous mes plus profonds remerciements et je remercie chaleureusement le Secrétaire général de ses conseils avisés.

J'exprime ma gratitude et mes remerciements à mon collègue Siddhartha Nath, qui se trouve actuellement dans une autre contrée pour y défendre la cause de l'Inde, car il est la preuve vivante de ce que beaucoup d'entre nous savons déjà ici, à savoir que si nous sommes meilleurs, c'est grâce à nos adjoints et à nos experts.

Le Président (*parle en anglais*) : Monsieur l'Ambassadeur, je vous remercie. Travailler avec vous, M. Varma, a été un grand honneur et un privilège. Je crois que nos collègues partageront aussi ce sentiment et que vos interventions précieuses et éclairées leur manqueront beaucoup. Je vous adresse mes vœux les meilleurs pour la suite de votre carrière.

À présent, je donne la parole à l'Ambassadeur du Japon, M. Sano.

M. Sano (Japon) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord rendre hommage à l'Ambassadeur d'Inde, M. Varma, pour son travail infatigable et ses précieux efforts à la Conférence du désarmement, et pour le rôle important qu'il a joué au sein de la communauté du désarmement à Genève et à New York. M. Varma, je vous adresse mes meilleurs vœux de succès et ne doute pas que votre prochaine mission sera aussi une réussite.

Monsieur le Président, le 9 septembre dernier, l'Office météorologique japonais a détecté des ondes sismiques dont la source se trouvait en République populaire démocratique de Corée et qui présentaient des caractéristiques différentes de celles des événements sismiques naturels. La République populaire démocratique de Corée a ensuite annoncé qu'elle avait procédé à une explosion expérimentale d'arme nucléaire. S'appuyant sur l'ensemble de ces éléments, mon Gouvernement pense que la République populaire démocratique de Corée a mené un cinquième essai nucléaire malgré les appels répétés qui lui avaient été lancés par la communauté internationale pour qu'elle applique intégralement les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU, notamment la résolution 2270 (2016), adoptée récemment.

Cet essai nucléaire est totalement inacceptable pour la communauté internationale et plus particulièrement pour le Japon. En effet, il constitue une menace sérieuse pour sa sécurité et pour la paix et la sécurité en Asie du Nord-Est et dans le reste du monde, particulièrement lorsqu'on sait que la République populaire démocratique de Corée a récemment renforcé ses capacités balistiques, notamment en se dotant de missiles mer-sol balistiques stratégiques. Cet essai nucléaire, et la série de tirs de missiles balistiques, notamment de missiles mer-sol balistiques stratégiques, auxquels a procédé la République populaire démocratique de Corée constituent clairement une atteinte aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. En outre, il représente une grave remise en cause non seulement du régime international de désarmement et de non-prolifération, qui est fondé sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, mais aussi de l'action qui est menée pour accélérer l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Réagissant à cet événement, le Conseil de sécurité et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, réunie le 9 septembre, ont condamné avec la plus grande fermeté cet essai nucléaire et se sont déclarés très profondément préoccupés par le danger qui en résultait pour la paix et la sécurité internationales. Cet essai nucléaire viole aussi la Déclaration de Pyongyang signée par le Japon et la République populaire démocratique de Corée, ainsi que la Déclaration commune publiée à l'issue du cycle des pourparlers à six de septembre 2005, et va à l'encontre de l'action qui est menée dans ce cadre pour résoudre les différents problèmes par le dialogue. Le Japon exprime donc sa vive protestation à la République populaire démocratique de Corée et condamne fermement l'essai nucléaire auquel elle a procédé.

Le Japon exige une nouvelle fois avec fermeté de la République populaire démocratique de Corée qu'elle se conforme pleinement et sans délai aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et s'abstienne de tout acte de provocation. À cet égard, le Japon s'associe à la déclaration commune de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement dont l'Ambassadeur d'Australie donnera lecture tout à l'heure.

Cette séance étant la dernière de la Conférence du désarmement cette année, Monsieur le Président, permettez-moi, avant de conclure mon intervention, de vous rendre hommage ainsi qu'à tous les autres présidents de cette session qui ont travaillé sans relâche. Le Japon attend de tous les membres de la Conférence qu'ils s'acquittent de leurs responsabilités de façon à parvenir à un résultat concret et à arrêter un programme de travail dès le début de 2017, en tenant compte des débats qui se sont déroulés cette année au sujet de plusieurs propositions relatives au programme de travail.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, des paroles aimables que vous avez adressées aux présidents de la présente session et de vos encouragements à ceux de la session de l'année prochaine.

Je vais à présent donner la parole à l'Ambassadrice du Kazakhstan, M^{me} Aitzhanova. Puis, je donnerai la parole aux représentants de la Slovaquie, de l'Irlande, de l'Australie, des États-Unis d'Amérique, de la Nouvelle-Zélande, du Canada, de la Belgique, de la France, de la Suède, de la Chine et de la Pologne, et la liste ne cesse de s'allonger. Madame l'Ambassadrice, vous avez la parole.

M^{me} Aitzhanova (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter d'avoir permis l'adoption du rapport annuel (2016) de la Conférence du désarmement à l'Assemblée générale. J'espère que, plus tard dans la journée, nous parviendrons, dans un état d'esprit aussi constructif, à un accord au sujet de la résolution de l'Assemblée générale sur ce même rapport.

Avant de poursuivre cette déclaration, je souhaite m'associer à la communauté internationale et condamner l'essai nucléaire auquel a procédé la République populaire démocratique de Corée le 9 septembre 2016. Le Ministère kazakh des affaires étrangères a déjà publié un communiqué officiel condamnant cet acte commis en violation du droit international. Le Kazakhstan, qui copréside actuellement avec le Japon la neuvième Conférence visant à faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et qui préside le Code de conduite de La Haye contre la prolifération des missiles balistiques, est convaincu que cette action a un effet extrêmement négatif sur le processus de désarmement nucléaire et qu'elle fait peser une menace sur la sécurité régionale et mondiale.

Le Kazakhstan, qui a volontairement renoncé à ses armes nucléaires et qui a largement contribué au processus de désarmement mondial, condamne énergiquement la poursuite des essais nucléaires en dépit des appels lancés par la communauté internationale. Nous engageons la République populaire démocratique de Corée à reprendre immédiatement les pourparlers à six et d'abandonner complètement ses ambitions nucléaires.

Comme je l'ai dit dans ma précédente déclaration, des représentants des acteurs et des chefs de file mondiaux du mouvement international d'opposition aux armes nucléaires se sont rassemblés à Astana le 29 août, à l'occasion de la Conférence internationale tenue sur le thème « Construire un monde sans armes nucléaires », tenue pour commémorer le vingt-cinquième anniversaire de la fermeture du site d'essais nucléaires de Semipalatinsk. Les participants à cette conférence ont parlé des menaces nucléaires contemporaines et des

prochaines étapes que le mouvement pour le désarmement et la non-prolifération devait franchir, et ils ont adopté la déclaration intitulée « La vision d'Astana ». À cet égard, la délégation kazakhe serait reconnaissante au secrétariat de faire le nécessaire pour publier la Déclaration et la distribuer aux membres de la Conférence du désarmement.

La Déclaration salue le rôle moteur qu'ont joué le peuple kazakh et le Président Nursultan Nazarbayev en renonçant volontairement au quatrième plus grand arsenal nucléaire mondial, en adhérant au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), en instaurant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale et en lançant le projet ATOM (Abolir les essais, notre mission), qui œuvre pour un monde exempt d'armes nucléaires et vise à informer le monde des dangers et des conséquences à long terme des essais nucléaires.

Le Président Nazarbayev a exhorté la communauté internationale à créer de nouveaux mécanismes qui permettent de réguler les relations entre les grandes puissances et les organisations internationales de manière à prévenir les conflits. Il a, en particulier, souligné l'impérieuse nécessité d'exercer un contrôle sur la prolifération des armes classiques et des nouvelles technologies militaires. Il a appelé tous les États à accepter de nouvelles obligations tendant à renforcer davantage les traités internationaux, mécanismes fondamentaux qui constituent les piliers de la sécurité nucléaire.

En 2017 et en 2018, le Kazakhstan, qui siègera au Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membre non permanent, s'efforcera de promouvoir ces mesures, entre autres, afin de renforcer la paix et la sécurité internationales. Pendant la Conférence internationale, il a été annoncé qu'un prix spécial, le prix international Nazarbayev récompensant une contribution au désarmement et à la sécurité nucléaires, serait prochainement créé. Une cérémonie de remise de ce prix se déroulera pendant le premier Sommet d'Astana pour la paix, qui se tiendra les 15 et 16 novembre 2016, à Astana. Nous pensons que cette manifestation deviendra une des traditions constructives et qu'elle se tiendra régulièrement, tous les deux ans. Le Sommet pour la paix a pour objet la création d'une plateforme commune et d'un environnement propice au dialogue sur les questions fondamentales relatives à la paix et à la sécurité mondiales. Le Président Nazarbayev a adressé une invitation à des chefs d'État et de gouvernement, à des organisations internationales et aux chefs de file de mouvements œuvrant pour la non-prolifération et le désarmement. Le Kazakhstan compte sur la participation active des chefs d'État et des dirigeants d'organisations internationales au prochain Sommet d'Astana.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame l'Ambassadrice, et je donne la parole à M^{me} Kemppainen, qui s'exprimera au nom de l'Union européenne.

M^{me} Kemppainen (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, j'ai l'honneur de m'exprimer au nom de l'Union européenne. L'Union européenne condamne avec la plus grande fermeté les essais nucléaires auxquels la République populaire démocratique de Corée a procédé le 9 septembre 2016. Ces essais nucléaires et les tirs balistiques répétés constituent une grave violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et une menace directe contre la paix et la sécurité internationales, et ils exacerbent les tensions dans la péninsule coréenne.

Le dernier essai nucléaire constitue une nouvelle violation directe des obligations internationales qui font interdiction à ce pays de produire ou d'expérimenter des armes nucléaires et qui sont énoncées dans de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité. La voie que doit emprunter la République populaire démocratique de Corée est claire, et c'est aussi la seule possible. La République populaire démocratique de Corée doit se conformer à ses obligations et doit abandonner toutes ses armes nucléaires et tous ses programmes nucléaires de façon complète, vérifiable et irréversible.

L'Union européenne appuie sans réserve la communauté internationale et exige comme elle de la République populaire démocratique de Corée qu'elle se remette en conformité avec le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le Système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique à une date rapprochée. Une fois de plus, le comportement irresponsable de la République populaire démocratique de Corée met en évidence la nécessité de l'universalisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

L'Union européenne demande à la République populaire démocratique de Corée et à tous les autres États qui ne l'ont pas encore fait de ratifier sans plus tarder le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

L'Union européenne demande en outre à la République populaire démocratique de Corée de s'abstenir de toute action qui serait de nature à aggraver davantage les tensions régionales, et de reprendre un dialogue crédible et authentique avec la communauté internationale, en particulier dans le cadre des pourparlers à six.

L'Union européenne attend avec intérêt que le Conseil de sécurité se saisisse de cette question et adopte une position ferme et efficace. Elle coordonnera étroitement son action avec les décisions du Conseil.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame l'Ambassadrice. Je donne la parole à l'Ambassadrice d'Irlande, M^{me} O'Brien.

M^{me} O'Brien (Irlande) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, ma délégation vous remercie des efforts que vous avez déployés et vous assure de sa coopération et de son appui indéfectibles pour le reste de votre mandat.

Je souhaite, pour commencer, saluer le travail extraordinaire fourni par l'Ambassadeur d'Inde, M. Varma, et le remercier de la collaboration et des contributions qu'il a apportées à la Conférence du désarmement, en lui adressant mes meilleurs vœux de réussite pour la suite de sa carrière.

Je souhaite faire en ma qualité de représentant de l'Irlande des observations qui s'ajouteront à celles qui ont été présentées en notre nom par l'Union européenne.

Nous sommes vivement préoccupés par les dernières informations indiquant qu'un essai nucléaire – le plus important jamais réalisé jusqu'à présent – a été effectué par la Corée du Nord le vendredi 9 septembre. Cet essai, le deuxième annoncé cette année, s'ajoute à la série d'actes de provocation que commet obstinément la Corée du Nord. Il est clair que cet acte hautement irresponsable est une violation flagrante des obligations internationales au titre desquelles la Corée du Nord ne doit ni produire ni expérimenter d'armes nucléaires, et qu'il représente une véritable menace pour la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne et dans toute l'Asie du Nord-Est. L'essai signalé est aussi un important obstacle aux efforts internationaux visant à faire avancer le désarmement et la non-prolifération nucléaires à l'échelle mondiale. Les armes nucléaires ne sont jamais un moyen de garantir la paix et la sécurité ; au contraire, elles représentent le plus grand danger qui soit.

Le comportement irresponsable de la Corée du Nord a crûment mis en lumière l'urgente nécessité d'un engagement de tous en faveur du désarmement nucléaire. L'Irlande demande aux autorités de la Corée du Nord de mettre fin aux essais nucléaires et de reprendre les pourparlers à six sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne, immédiatement et sans conditions préalables. En outre, elle exhorte la République populaire démocratique de Corée à renoncer aux programmes qu'elle mène pour mettre au point des missiles balistiques, des armes nucléaires et des armes de destruction massive, et de le faire de façon complète, vérifiable et irréversible. L'Irlande réaffirme son appui au régime des sanctions internationales contre la Corée du Nord, et souligne qu'en continuant de ne pas respecter ses obligations internationales, le régime de la Corée du Nord ne fera que renforcer son isolement diplomatique, ce qui aura des répercussions néfastes sur la vie de la population de la Corée du Nord.

Enfin, les événements récents montrent que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires doit immédiatement entrer en vigueur. L'année 2016 marquant le vingtième anniversaire de la conclusion des négociations sur le Traité, l'Irlande demande aux huit derniers États dont la ratification est nécessaire pour que le Traité entre en vigueur de ratifier cet instrument sans attendre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame l'Ambassadrice. À présent, je donne la parole à l'Ambassadeur d'Australie, M. Quinn.

M. Quinn (Australie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prononcer la déclaration qui suit au nom des États membres de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement.

L'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement condamne avec la plus grande fermeté l'essai nucléaire auquel a procédé la Corée du Nord le 9 septembre 2016. Il s'agit du deuxième essai nucléaire que ce pays a réalisé en huit mois malgré les appels répétés qui lui sont adressés par la communauté internationale afin qu'il respecte pleinement les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU et qu'il s'abstienne de toute nouvelle provocation telle que les essais nucléaires et les lancements de missiles balistiques.

L'essai nucléaire réalisé par la Corée du Nord constitue une violation caractérisée des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de la Déclaration commune publiée à l'issue des pourparlers à six, et il met gravement en cause le régime mondial de non-prolifération et de désarmement dont le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires est l'élément central. Ce dernier essai nucléaire nous rappelle une fois de plus qu'il est urgent de renforcer davantage le cadre international de désarmement et de non-prolifération des armes nucléaires, notamment en obtenant au plus tôt l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la négociation d'urgence d'un traité interdisant la production de matières fissiles destinées à la production d'armes ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires et la mise en œuvre effective du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, fondement du régime mondial de non-prolifération et de désarmement nucléaires.

Le dernier essai nucléaire menace gravement la paix et la sécurité de l'Asie du Nord-Est et de la communauté internationale, compte tenu, en particulier, du fait que cette année, la Corée du Nord a lancé plus de 20 missiles balistiques afin de renforcer sa capacité de lancement d'armes nucléaires. Comme elle l'a déjà fait à de nombreuses reprises, l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement exhorte la Corée du Nord à s'abstenir de nouvelles provocations telles que les essais nucléaires ou les lancements de missiles balistiques. L'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement exhorte aussi la Corée du Nord à respecter complètement toutes ses obligations internationales en matière de non-prolifération, notamment celles qui sont énoncées dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et à remplir ses engagements au titre de la Déclaration commune publiée à l'issue du quatrième cycle des pourparlers à six ; à se remettre en conformité avec l'accord qu'elle a conclu au titre du Système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique et avec le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ; à mettre immédiatement fin à toutes ses activités nucléaires, et à abandonner tous ses programmes nucléaires et balistiques de façon complète, vérifiable et irréversible.

Avec votre permission, Monsieur le Président, je voudrais faire à titre national quelques brèves observations concernant le dernier essai nucléaire auquel a procédé la Corée du Nord. Je voudrais dire que l'Australie condamne dans des termes absolus l'action irresponsable, provocante et dangereuse que mène la Corée du Nord avec ce cinquième essai nucléaire. Nous appuyons résolument nos alliés et nos partenaires régionaux, condamnons cette provocation de la Corée du Nord et lui demandons de mettre immédiatement fin à ce comportement irresponsable et dangereux.

Au niveau régional, la déclaration du Sommet de l'Asie orientale sur la non-prolifération, adoptée à l'initiative de l'Australie et du Myanmar cette semaine, au Laos, exprime la détermination des dirigeants régionaux à appuyer la non-prolifération et leur engagement pour cette cause, ainsi que leur profonde préoccupation au sujet de la Corée du Nord. L'Australie continuera de travailler avec ses partenaires à l'échelon régional et mondial pour que les mesures nécessaires soient prises pour remédier aux menaces que la Corée du Nord fait peser sur la sécurité internationale.

Monsieur le Président, je souhaite vivement me joindre aux autres délégations pour rendre hommage à l'œuvre accomplie par M. Varma à la Conférence du désarmement. Comme nous le savons tous, l'érudition de M. Varma, sa sagesse et ses compétences diplomatiques hors pair sont évidentes à chaque fois que nous le rencontrons. Je pense que l'éloquence de son discours d'adieu met ces qualités en évidence. Je me joins aux autres délégations pour le remercier de son inestimable contribution à cette Conférence et lui adresser mes meilleurs vœux dans ses futures fonctions et au-delà.

Ma délégation souhaite aussi rendre hommage à votre action et au travail inlassable que vous avez accompli à la tête de la Conférence et s'engage à vous appuyer jusqu'au terme de votre mandat.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, de cette déclaration et de vos aimables paroles à notre égard.

Je donne la parole au Représentant des États-Unis, M. Hall.

M. Hall (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, tout d'abord, les États-Unis souhaitent remercier M. Varma pour son action exceptionnelle au service de la Conférence du désarmement et lui adresser leurs vœux de réussite dans ses futures activités.

Comme l'a dit le Président Obama, les États-Unis condamnent dans les termes les plus fermes l'essai nucléaire auquel a procédé la Corée du Nord. Nous surveillons la situation en étroite coordination avec nos alliés et partenaires de la région. Au moins 25 stations du système de surveillance international créé dans le cadre de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires ont détecté simultanément un événement sismique dont l'empreinte correspondait à celle des précédents essais nucléaires illicites effectués par la République populaire démocratique de Corée. La rapidité avec laquelle cet événement et les quatre précédents essais nucléaires effectués par la République populaire démocratique de Corée ont été détectés illustre l'efficacité du régime de vérification du Traité, et c'est aussi la raison pour laquelle les États-Unis cherchent à le renforcer encore davantage.

L'essai nucléaire réalisé par la République populaire démocratique de Corée déstabilise et menace la paix et la sécurité internationales, et les États-Unis demandent une nouvelle fois à la Corée du Nord de se conformer à ses obligations et à ses engagements internationaux. Nous avons toujours clairement fait savoir que nous n'accepterions la Corée du Nord ni en tant qu'État doté d'armes nucléaires ni en tant qu'État possesseur de telles armes. Ainsi que l'a clairement indiqué le Président Obama, nous réagissons avec détermination au mépris affiché par la République populaire démocratique de Corée pour ses propres engagements et obligations. Ce dernier essai – qui est le deuxième depuis le début de l'année – survient après une campagne sans précédent de lancement de missiles balistiques dont la République populaire démocratique de Corée dit elle-même qu'ils doivent servir de vecteurs d'armes nucléaires prenant pour cibles des villes des États-Unis et de leurs alliés, la République de Corée et le Japon. Ces provocations ont pour seul effet de renforcer la détermination de la communauté internationale à s'opposer aux activités prohibées auxquelles se livre la République populaire démocratique de Corée, notamment en appliquant les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU et en établissant de nouvelles sanctions.

Nous avons l'intention de coopérer étroitement avec tous nos alliés et partenaires pour mettre au point et appliquer des nouvelles mesures visant à obliger les dirigeants de la République populaire démocratique de Corée à changer de cap et à reprendre la dénucléarisation. Nous sommes inflexibles dans notre volonté de défendre nos alliés, notamment la République de Corée et le Japon, contre ces menaces. Nous demeurons prêts à nous défendre et à défendre nos alliés en utilisant toutes les capacités dont nous disposons.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie de cette déclaration. Je donne à présent la parole à la Représentante de la Nouvelle-Zélande, M^{me} Donnelly.

M^{me} Donnelly (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, la délégation néo-zélandaise saisit cette occasion pour s'associer aux délégations qui ont exprimé leur profonde indignation après l'essai nucléaire réalisé par la République populaire démocratique de Corée le 9 septembre. Ainsi que l'a dit notre Ministre des affaires étrangères, Murray McCully, dans une déclaration prononcée peu après l'annonce de cet événement, l'essai nucléaire auquel a procédé la Corée du Nord est un dangereux affront à la communauté internationale et une grave menace pour la sécurité régionale.

Le dernier essai nucléaire est un acte hautement provocateur et profondément préoccupant, en particulier parce qu'il intervient après une série récente de lancements de missiles balistiques. Il s'agit du cinquième essai nucléaire auquel procède la Corée du Nord, qui défie ainsi directement le Conseil de sécurité de l'ONU, lequel avait exigé que la Corée du Nord mette un terme aux essais nucléaires.

Le 10 septembre, la Nouvelle-Zélande, Présidente du Conseil de sécurité, a publié une déclaration du Conseil à la presse condamnant fermement cet essai, qui constitue une violation flagrante et un mépris affiché des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et du régime de non-prolifération. Dans cette déclaration, les membres du Conseil de sécurité ont rappelé qu'ils avaient déjà fait part de leur détermination à prendre de nouvelles mesures importantes si la République populaire démocratique de Corée procédait à un nouvel essai nucléaire, et que compte tenu de l'engagement qu'ils avaient pris et de la gravité de la nouvelle violation commise, ils commenceraient immédiatement à étudier des mesures appropriées au titre de l'article 41 dans le cadre d'une résolution appropriée du Conseil de sécurité.

La Nouvelle-Zélande rejette catégoriquement les armes nucléaires et les essais nucléaires, et elle est fermement engagée en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires à l'échelle mondiale. La dernière action commise par la République populaire démocratique de Corée démontre à quel point il est urgent que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre en vigueur, et nous demandons aux États qui n'ont pas ratifié le Traité, en particulier à ceux qui sont visés à l'annexe II, de le ratifier sans attendre.

Monsieur le Président, je saisis également cette occasion pour vous féliciter, vous et votre délégation, d'avoir conduit la Conférence du désarmement avec souplesse et efficacité pendant sa dernière séance de 2016. Nous espérons que le texte de la résolution de l'Assemblée générale fera l'objet d'un consensus aussi rapidement que le rapport de la Conférence.

Enfin, Monsieur le Président, permettez à la délégation néo-zélandaise d'exprimer sa profonde reconnaissance à l'Ambassadeur Varma pour sa contribution à la Conférence et de lui souhaiter plein succès dans ses futurs projets.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie de cette déclaration et des paroles aimables que vous avez adressées à la présidence. Il est vrai que la Nouvelle-Zélande a assuré la présidence l'année dernière et nous savons tous que vous nous avez été d'une aide inestimable.

Je donne la parole à M^{me} McCarney, Ambassadrice du Canada.

M^{me} McCarney (Canada) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi de remercier l'Ambassadeur d'Inde de ses interventions et conseils toujours avisés, mesurés et courtois. Son absence ne passera pas inaperçue à la Conférence. Monsieur le Président, vous et votre délégation êtes aussi remerciés des services que vous avez rendus à la Conférence du désarmement.

Le Canada souscrit pleinement à la déclaration faite par l'Australie au nom de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement et s'associe à la communauté internationale pour condamner le cinquième essai nucléaire auquel a procédé la Corée du Nord le 9 septembre dernier. Le Canada demeure vivement préoccupé par l'apparente accélération du rythme des essais nucléaires et des lancements de missiles balistiques de la Corée du Nord. La République populaire démocratique de Corée continue d'ignorer sans vergogne le droit international et la volonté du Conseil de sécurité de l'ONU en ne tenant aucun compte de ses propres obligations internationales et de la sûreté et de la sécurité de sa population, de celles de ses voisins et de celles des peuples épris de paix dans le monde. Les actes illégaux et provocateurs de la Corée du Nord sont clairement une menace contre la sécurité internationale et ont pour seul résultat d'isoler davantage ce pays de la communauté internationale dont il est l'un des membres.

(*L'oratrice poursuit en français*)

Nous accueillons favorablement l'annonce selon laquelle les membres du Conseil de sécurité de l'ONU vont commencer immédiatement à travailler sur les mesures appropriées sur l'article 41. Nous exhortons la Corée du Nord à respecter ses obligations internationales, à prendre des mesures concrètes en vue de sa dénucléarisation et à s'engager dans de véritables négociations en faveur d'une solution politique pacifique.

Le Canada continuera d'apporter son soutien indéfectible à la Corée du Sud, au Japon et à d'autres partenaires de la région et examinera de concert avec la communauté internationale les autres mesures qui pourraient être prises en réponse aux agissements de la Corée du Nord.

Nous soutenons les efforts déployés pour élaborer des solutions multilatérales axées sur le renforcement de la sécurité dans la région de l'Asie pacifique.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame l'Ambassadrice. Je donne maintenant la parole au Représentant de la Belgique, M. Dhaene.

M. Dhaene (Belgique) : Monsieur le Président, ma délégation s'associe pleinement à la déclaration de l'Union européenne et voudrait, au vu de la gravité des événements, souligner également quelques éléments à titre national.

Il est important pour la Belgique de joindre sa parole aujourd'hui à celle des autres pays et de condamner fermement et sans équivoque le nouvel essai nucléaire effectué par la Corée du Nord ce vendredi 9 septembre. Cette nouvelle provocation, qui fait suite aux récents tirs de missiles balistiques, constitue une violation grave des diverses résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et démontre une énième fois que la Corée du Nord continue à développer son programme nucléaire parallèlement à son programme balistique. Ses actions menacent la stabilité régionale et mettent en danger la sécurité internationale.

La Belgique appelle à nouveau la Corée du Nord à arrêter immédiatement son programme illégal d'armes nucléaires d'une manière complète, vérifiable et irréversible, à se conformer à ses obligations internationales et à adopter des mesures concrètes pour restaurer la confiance et la stabilité régionale. Les dirigeants de la Corée du Nord doivent comprendre que la communauté internationale ne se pliera pas au chantage nucléaire et que ses provocations et son comportement irresponsable ne pourront mener qu'à une réaction renforcée et plus déterminée de la communauté internationale.

Pour terminer, Monsieur le Président, permettez-moi de remercier l'Ambassadeur d'Inde pour sa contribution appréciée à nos travaux et de lui souhaiter bonne chance pour la suite de sa carrière.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. Je donne maintenant la parole à la Représentante de la France, M^{me} Robles.

M^{me} Robles (France) : Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter pour la manière dont vous avez conduit nos travaux jusqu'ici et pour l'efficacité que vous avez démontrée. Permettez-moi également d'exprimer l'appréciation de ma délégation à l'endroit de S. E. l'Ambassadeur Varma pour la coopération continue et sa contribution à nos travaux. Nous lui souhaitons naturellement le meilleur pour la suite.

Je prends la parole brièvement pour mentionner les principaux éléments des communiqués récents de la présidence de la République et du Ministre des affaires étrangères français au sujet du nouvel essai nucléaire réalisé par la Corée du Nord. La France dénonce avec force le nouvel essai nucléaire effectué par la Corée du Nord. La communauté internationale doit s'unir face à cette nouvelle provocation qui intervient après une condamnation unanime, par le Conseil de sécurité, des essais balistiques effectués par la Corée du Nord. La Corée du Nord poursuit le développement d'un arsenal nucléaire et balistique en violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et cette escalade est inacceptable. Il s'agit d'un acte grave qui porte profondément atteinte à la paix et à la sécurité en Asie et dans le monde.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. À présent, je donne la parole à l'Ambassadrice de Suède, M^{me} Bard.

M^{me} Bard (Suède) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, la Suède souscrit pleinement à la déclaration de l'Union européenne. Je souhaite à présent faire quelques observations complémentaires à titre national.

Comme l'a clairement indiqué la Ministre suédoise des affaires étrangères, Margot Wallström, dans la déclaration qu'elle a faite vendredi dernier, la Suède condamne vivement l'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé

le 9 septembre. Cet essai nucléaire est le deuxième de l'année après celui du 6 janvier et après une série de lancements de missiles qui ont constitué une provocation cette année. Le mécanisme de surveillance de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires poursuivra son analyse approfondie de cet incident.

Le comportement récalcitrant adopté cette année par la République populaire démocratique de Corée s'est traduit par des agissements graves et provocateurs qui compromettent la paix et la sécurité internationales. La situation qui règne sur la péninsule coréenne est grave et le dernier essai ne fait que l'aggraver. La Suède exhorte la République populaire démocratique de Corée à mettre fin aux activités qui fragilisent la sécurité, à remplir ses obligations internationales et à respecter les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et les principes énoncés dans le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Pour conclure, je souhaite adresser mes meilleurs vœux de réussite dans ses projets futurs à notre collègue indien, M. Varma, et vous remercier chaleureusement, Monsieur le Président, pour la manière dont vous avez dirigé la Conférence.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame l'Ambassadrice, de votre déclaration et des aimables paroles que vous nous avez adressées.

L'orateur suivant sur la liste est le représentant de la Chine, puis nous écouterons les représentants des pays ci-après : Pologne, Suisse, Italie, Bulgarie, Mongolie, Royaume-Uni, Chili, Finlande, Turquie, Espagne, Allemagne, Norvège, Pays-Bas, Pakistan, Israël, Colombie, Équateur, Ukraine, Argentine et Pérou.

Je donne la parole à M. Li, Représentant de la Chine.

M. Li (Chine) (*parle en chinois*) : Monsieur le Président, la Chine salue le consensus auquel la Conférence du désarmement est parvenue sans difficulté sous votre présidence au sujet de son rapport annuel. Elle remercie en outre les cinq autres présidents de leur travail et des efforts qu'ils ont déployés pendant toute la durée de leur mandat, cette année. La délégation chinoise saisit aussi cette occasion pour exprimer sa tristesse au sujet du départ de l'Ambassadeur d'Inde, M. Varma.

Monsieur le Président, en dépit d'une large opposition de la part de la communauté internationale, la République populaire démocratique de Corée a récemment procédé à un cinquième essai nucléaire. Le Ministère chinois des affaires étrangères a déjà publié un communiqué sur cet événement exprimant clairement la position du Gouvernement chinois, qui est résolument opposé à cet essai. La Chine est fermement attachée à la dénucléarisation de la péninsule coréenne, à la prévention de la prolifération nucléaire et à la préservation de la paix et de la stabilité en Asie du Nord-Est. La Chine engage fermement la République populaire démocratique de Corée à respecter son engagement relatif à la dénucléarisation, à appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et à s'abstenir de toute action qui pourrait aggraver la situation.

Depuis le début de l'année, la situation dans la péninsule a connu de nombreux rebondissements qui ont gravement compromis la paix et la stabilité régionales et désorienté la communauté internationale, dont les attentes sont importantes. Comme les faits l'ont prouvé de façon répétée, les préoccupations en matière de sécurité de toutes les parties concernées dans la péninsule peuvent et doivent être résolues exclusivement par des moyens qui sont en accord avec les intérêts de chacune de ces parties. Toute action unilatérale, c'est-à-dire qui ne procéderait que de l'intérêt d'une seule partie, est une impasse ; elle ne peut qu'aggraver les tensions et compliquer encore le problème, de sorte qu'en fin de compte non seulement cette action ne réglera pas les problèmes de sécurité en cause, mais encore rendra-t-elle la réalisation des objectifs connexes encore plus hypothétique.

Monsieur le Président, la Chine demande instamment à toutes les parties de fixer leur attention sur la situation générale, de parler et d'agir avec prudence, d'éviter toute nouvelle provocation mutuelle et de prendre part aux efforts qui sont véritablement menés pour instaurer la paix et la stabilité dans la péninsule et pour faire progresser sa dénucléarisation.

La Chine tiendra son engagement de résoudre les problèmes liés à la péninsule coréenne par le dialogue et la négociation dans le cadre des pourparlers à six.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. À présent, je donne la parole à l'Ambassadeur de Pologne, M. Stachańczyk.

M. Stachańczyk (Pologne) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, la Pologne souscrit aux déclarations de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement et de l'Union européenne.

La République populaire démocratique de Corée enfreint systématiquement ses engagements internationaux et ne tient pas compte d'un certain nombre de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, notamment de la plus récente, la résolution 2270 (2016), adoptée le 2 mars. Les essais nucléaires et balistiques effectués par la République populaire démocratique de Corée représentent un péril pour la sécurité et la stabilité de la péninsule coréenne. En outre, ils ébranlent le système international de non-prolifération et de limitation des armements, en affaiblissant des normes universellement acceptées qui s'opposent aux essais nucléaires, et ce au moment du vingtième anniversaire de l'ouverture à la signature du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. La Pologne exhorte la République populaire démocratique de Corée à reprendre aussi le dialogue avec l'Agence internationale de l'énergie atomique afin que son programme nucléaire soit soumis à une vérification internationale.

La Pologne participe au processus de stabilisation de la péninsule coréenne depuis 1953 en tant que membre de la Commission neutre de contrôle. Elle est prête à appuyer une action en faveur de la réconciliation du peuple coréen et de l'instauration d'une sécurité et d'une stabilité permanentes dans la région.

Enfin, je voudrais vous remercier, Monsieur le Président, de votre présidence sans heurts et des efforts que vous avez menés en vue de l'élaboration du rapport de la Conférence, qui a été adopté la semaine dernière. Je souhaite aussi remercier M. Varma de l'esprit de coopération qu'il a déployé, en particulier pendant la présidence polonaise de la Conférence du désarmement. Je lui adresse mes meilleurs vœux.

Le Président (*parle en anglais*) : Merci de cette déclaration, Monsieur l'Ambassadeur. Je vous remercie également de ces aimables paroles.

Je donne la parole à l'Ambassadeur de Suisse, M. Masmejean.

M. Masmejean (Suisse) : Nous prenons la parole en lien avec l'annonce faite par la République populaire démocratique de Corée, indiquant avoir effectué un nouvel essai nucléaire le 9 septembre dernier. La Suisse condamne cet acte, celui-ci contrevenant aux résolutions 1718 (2006), 1874 (2009), 2087 (2013) et 2270 (2016) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui exigent de la République populaire démocratique de Corée qu'elle abandonne tout programme balistique et nucléaire de façon vérifiable et irréversible. Cet essai viole non seulement les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, mais représente par ailleurs un danger pour la paix et la sécurité de la région et va à l'encontre des efforts de la communauté internationale en matière de non-prolifération des armes nucléaires.

La Suisse est convaincue qu'une issue à la problématique nucléaire et sécuritaire en péninsule coréenne ne peut être trouvée que dans le cadre d'un processus négocié et diplomatique. Dans cette perspective, elle réitère son soutien au processus des pourparlers à six. Elle demeure en outre prête à répondre à toute sollicitation pouvant contribuer aux efforts de promotion de la stabilité et de la paix dans la péninsule coréenne.

Enfin, la Suisse exhorte la République populaire démocratique de Corée à réintégrer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à mettre à nouveau en œuvre son accord de garanties avec l'AIEA, tout comme elle appelle l'ensemble des États qui ne l'ont pas encore fait à signer et/ou ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires au plus vite.

En conclusion, nous souhaitons également saluer le discours d'adieu prononcé en début de séance par le distingué Ambassadeur de l'Inde. Les connaissances, les contributions et la sagesse de l'Ambassadeur Varma manqueront très certainement à la Conférence du désarmement à l'avenir et nous lui souhaitons le meilleur pour ses fonctions futures.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. À présent, je donne la parole à l'Ambassadeur d'Italie, M. Mati.

M. Mati (Italie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, au nom de mon Gouvernement et comme les précédents orateurs, je condamne avec la plus grande fermeté le nouvel essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé le 9 septembre dernier. Ce nouvel essai constitue une menace pour l'Asie et pour la paix dans le monde.

L'Italie souscrit à la déclaration de l'Union européenne. Cet essai constitue une nouvelle violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU et une grave menace contre la paix et la sécurité régionale et internationale. L'Italie demande à nouveau à la République populaire démocratique de Corée de mettre fin à toutes les activités liées à ses programmes nucléaires et balistiques de façon complète, vérifiable et irréversible, de cesser de défier la communauté internationale et de mettre fin à son isolement volontaire.

En outre, l'Italie exhorte la République populaire démocratique de Corée à réintégrer sans attendre le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le Système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique et à signer et ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. L'Italie, qui condamne une nouvelle fois les agissements provocateurs et déstabilisants de la République populaire démocratique de Corée, est prête à participer à toute réaction ferme et concertée de la communauté internationale.

Je saisis cette occasion pour remercier l'Ambassadeur Varma de sa contribution aux travaux de la Conférence du désarmement et lui souhaiter plein succès dans ses futures fonctions et au-delà.

Cette séance étant la dernière de la session de 2016 de la Conférence, je souhaite aussi vous féliciter, Monsieur le Président, ainsi que les autres présidents de la session, de tout le travail que vous avez accompli, et vous remercier pour la manière dont vous avez conduit nos travaux, notamment ceux qui ont abouti à l'adoption du rapport annuel de la Conférence.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, de votre déclaration et des aimables paroles que vous avez adressées aux présidents de la session.

Je donne la parole à l'Ambassadrice de Bulgarie, M^{me} Davidova.

M^{me} Davidova (Bulgarie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous remercier de la compétence et de l'efficacité avec lesquelles vous avez présidé la Conférence du désarmement pendant la dernière partie de la session de cette année et vous remercier aussi d'avoir suscité l'adoption du rapport de la Conférence.

Je souhaite aussi me faire l'écho des autres délégations et dire que la délégation bulgare est reconnaissante à l'Ambassadeur d'Inde, M. Varma, de son immense contribution aux travaux de la Conférence et qu'elle lui souhaite plein succès.

La Bulgarie souscrit pleinement à la déclaration faite au nom de l'Union européenne. Je souhaite, à titre national, faire quelques observations au sujet du dernier essai nucléaire de la République populaire démocratique de Corée. La Bulgarie a exprimé sa position par l'intermédiaire de son Ministère des affaires étrangères, qui a publié un communiqué le 9 septembre 2016.

Nous sommes profondément préoccupés par le dernier essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé le 9 septembre 2016. Il s'agit du cinquième essai nucléaire consécutif d'une série d'essais qui enfreignent directement les dispositions des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU et l'accord de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Cet essai, qui s'inscrit dans une série de graves actes de provocation commis cette année par la République populaire démocratique de Corée, aggravera inévitablement la tension dans la région. Nous demandons inlassablement à la République populaire démocratique de Corée de suspendre son programme nucléaire et balistique de façon complète, vérifiable et irréversible, de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et de reprendre le dialogue avec la communauté internationale, notamment dans le cadre des pourparlers à six, afin que la paix et la stabilité soient instaurées en Asie du Nord-Est.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. À présent, je donne la parole à la Représentante de la Mongolie, M^{me} Rinchenmyadag.

M^{me} Rinchenmyadag (Mongolie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, ma délégation prenant la parole pour la première fois depuis que vous êtes Président, permettez-moi de vous féliciter de la manière dont vous assumez cette importante fonction et de votre conduite avisée des travaux qui ont permis à la Conférence du désarmement d'adopter le rapport de sa session annuelle de 2016.

Je prends la parole pour m'exprimer brièvement au sujet de l'essai nucléaire auquel a procédé la République populaire démocratique de Corée le 9 septembre 2016. Dans une déclaration sur cette question datée du 10 septembre, le porte-parole du Ministère mongol des affaires étrangères a déclaré ceci : « La Mongolie regrette profondément que la République populaire démocratique de Corée ait procédé à un essai nucléaire le 9 septembre 2016 en violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Cet essai a des incidences négatives sur les efforts que déploie la communauté internationale pour maintenir la paix et la sécurité internationales. La Mongolie réaffirme qu'elle est résolument attachée au maintien de la paix et de la sécurité en Asie du Nord-Est et à la promotion de pourparlers internationaux à cette fin. ».

Les essais nucléaires et balistiques auxquels se livre la République populaire démocratique de Corée portent atteinte aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU. La Mongolie insiste fortement sur le respect par la République populaire démocratique de Corée des obligations qui lui incombent en tant que membre de la communauté internationale, en particulier sur la mise en œuvre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. Je donne maintenant la parole à la Représentante du Royaume-Uni, M^{me} Saggese.

M^{me} Saggese (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, le Royaume-Uni souscrit à la déclaration de l'Union européenne. Souhaitant ajouter sa voix à celle des autres délégations, la délégation du Royaume-Uni exprime sa vive préoccupation au sujet de l'essai nucléaire auquel la Corée du Nord a procédé le 9 septembre 2016.

Le Royaume-Uni condamne fermement la Corée du Nord pour avoir mené un nouvel essai nucléaire qui constitue une violation flagrante des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et un danger pour la paix et la stabilité régionales et pour la sécurité internationale.

La délégation du Royaume-Uni souhaite aussi remercier l'Ambassadeur d'Inde, M. Varma, pour le travail accompli et lui souhaiter plein succès dans ses projets futurs. Permettez-moi aussi de vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que les autres présidents de la session, pour les efforts que vous avez déployés cette année à la tête de la Conférence du désarmement.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie de votre déclaration et des aimables paroles que vous nous avez adressées.

(L'orateur poursuit en espagnol)

Je donne la parole à l'Ambassadeur du Chili, M. Lagos.

M. Lagos (Chili) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, ma délégation est heureuse de vous voir présider la Conférence du désarmement et vous est reconnaissante de la dextérité avec laquelle vous avez guidé nos séances au cours de la dernière partie de notre session annuelle. Malheureusement, la séance d'aujourd'hui est assombrie par des informations inquiétantes selon lesquelles un essai nucléaire a été effectué la semaine dernière par la République populaire démocratique de Corée. À cet égard, nous appuyons pleinement la déclaration faite par l'Ambassadeur d'Australie au nom de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement. Je souhaite à présent ajouter quelques brèves observations à titre national.

Le Chili condamne cet essai nucléaire, qui constitue une violation flagrante de la résolution 2270 (2016) du Conseil de sécurité et d'autres résolutions, et qui représente une grave provocation et une menace contre la paix et la sécurité de la péninsule coréenne et du

système international. Le Chili demande à la République populaire démocratique de Corée de renoncer à mener de nouveaux essais nucléaires et de s'abstenir de toute activité qui enfreindrait les normes internationales relatives à la non-prolifération nucléaire et porterait atteinte au mandat de l'ONU.

Il exhorte aussi cet État à régulariser son statut d'État non doté d'armes nucléaires conformément au Traité sur la non-prolifération et d'ouvrir ses installations nucléaires aux inspections menées par l'AIEA dans le cadre de l'application des garanties.

Enfin, Monsieur le Président, nous souhaitons joindre notre voix à celle des délégations qui ont souligné les importantes contributions que l'Ambassadeur de l'Inde a offertes à la Conférence. Nous lui souhaitons plein succès dans ses activités futures.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vous remercie chaleureusement de votre déclaration et des paroles aimables que vous m'avez adressées.

(*L'orateur poursuit en anglais*)

Je donne à présent la parole à M^{me} Maja, représentante de la Finlande.

M^{me} Maja (Finlande) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi d'adresser un adieu chaleureux à l'Ambassadeur de l'Inde, Venkatesh Varma, et de lui souhaiter plein succès. Notre collaboration a été excellente et l'aide fournie par M. Varma pour élaborer le rapport du groupe de travail informel sur le programme de travail de la Conférence a été décisive. Nous lui souhaitons plein succès.

À présent, je vais aborder la question que de nombreux collègues ont évoquée aujourd'hui : l'essai nucléaire récemment mené par la République populaire démocratique de Corée. La Finlande souscrit pleinement à la déclaration de l'Union européenne et souhaite faire les observations complémentaires qui suivent.

Nous condamnons fermement l'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé le 9 septembre, ainsi que l'a déclaré vendredi dernier le Ministre finlandais des affaires étrangères, Timo Soini. Cet essai nucléaire s'inscrit dans une série de graves atteintes, commises cette année par la Corée du Nord, avec une fréquence inquiétante, aux obligations internationales qui lui incombent. Par cet essai nucléaire, la République populaire démocratique de Corée a violé de façon caractérisée son obligation internationale de ne pas mettre au point ou expérimenter des armes nucléaires. La Finlande considère que, par ses provocations à répétition, la Corée du Nord affiche son profond mépris pour les appels que lui lance la communauté internationale. Elle exhorte la Corée du Nord à s'abstenir immédiatement de tout acte menaçant sérieusement la sécurité de la péninsule coréenne et aggravant les tensions dans la région et au-delà.

La Corée du Nord doit respecter pleinement ses obligations internationales, renoncer à son programme nucléaire et s'engager à coopérer étroitement avec la communauté internationale, notamment dans le cadre de l'AIEA et des pourparlers à six.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. À présent, je donne la parole à la Représentante de la Turquie, M^{me} Kasnakli.

M^{me} Kasnakli (Turquie) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi de vous remercier de la souplesse et de l'efficacité que vous avez déployées dans la conduite de l'élaboration du rapport annuel de 2016 de la Conférence du désarmement à l'Assemblée générale. La Turquie espère que l'adoption du projet de résolution de l'Assemblée générale sur le rapport de la Conférence se déroulera tout aussi harmonieusement.

Permettez-moi aussi de souhaiter plein succès à l'Ambassadeur d'Inde, M. Varma, dans ses activités futures. Son savoir et son expérience nous ont été très précieux.

Monsieur le Président, en ce qui concerne l'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé le 9 septembre, la Turquie souscrit à la déclaration de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement dont l'Ambassadeur d'Australie a donné lecture tout à l'heure. Le Ministère turc des affaires étrangères a publié le jour même un communiqué dans lequel il a exprimé la profonde préoccupation de la Turquie face à cet essai nucléaire, qui était le cinquième. Cet événement, qui pourrait avoir des incidences négatives sur la paix et la stabilité de la région, constitue une nouvelle violation manifeste des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

La Turquie condamne vigoureusement cet essai et les lancements de missiles balistiques effectués le 5 septembre, qu'elle considère comme une menace contre la paix et la sécurité régionales et internationales. Elle attend de la République populaire démocratique de Corée qu'elle se conforme immédiatement à ses engagements internationaux.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie.

(*L'orateur poursuit en espagnol*)

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur de l'Espagne, M. Herráiz.

M. Herráiz España (Espagne) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, j'appuie pleinement la déclaration de l'Union européenne sur l'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé le 9 septembre. À titre national, je souhaite d'abord dire que l'Espagne condamne vigoureusement cette action, qui enfreint de manière flagrante plusieurs résolutions du Conseil de sécurité. Ce dernier essai constitue une grave menace pour la paix et la sécurité internationales et pour la stabilité de la péninsule coréenne ; il montre que la République populaire démocratique de Corée continue de défier le régime international de non-prolifération et que, par ses actes, elle compromet gravement la pratique établie par la communauté internationale en matière d'essais nucléaires. Cet essai fait suite à des lancements répétés de missiles balistiques effectués ces derniers mois, et toutes ces activités témoignent d'une escalade sans précédent des provocations adressées par le régime de la Corée du Nord à la communauté internationale.

L'Espagne s'oppose vigoureusement à ces activités et exhorte la République populaire démocratique de Corée à respecter les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité en œuvrant sincèrement à l'instauration d'un climat de compréhension et de dialogue en concertation avec la communauté internationale et à renoncer à ses programmes nucléaire et balistique, qui sont dangereux et ont des conséquences fortement déstabilisatrices. Alors qu'elle préside le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) concernant la République populaire démocratique de Corée, l'Espagne s'appuiera sur les responsabilités découlant de son mandat pour coordonner une réaction vigoureuse de la communauté internationale. En outre, elle reste fermement attachée à la mise en œuvre effective du régime des sanctions qui a pour objectif le démantèlement par la République populaire démocratique de Corée de ses programmes nucléaire et balistique de façon complète, vérifiable et irréversible.

Ma délégation s'associe bien sûr aux délégations qui ont remercié l'Ambassadeur Varma de son esprit de coopération et de son grand professionnalisme et lui souhaite plein succès dans ses futurs projets. Je vous remercie aussi, Monsieur le Président, de l'efficacité et du dévouement avec lesquels vous accomplissez votre mandat, grâce auxquels la Conférence a pu atteindre certains de ses objectifs dans une harmonie que nous apprécions tous.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, des aimables paroles que vous m'avez adressées.

(*L'orateur poursuit en anglais*)

Je donne maintenant la parole au Représentant de l'Allemagne, M. Pilz.

M. Pilz (Allemagne) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous remercier de l'excellent travail que vous avez accompli en préparation de la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies. La délégation allemande est aussi reconnaissante à l'Ambassadeur d'Inde des efforts inlassables qu'il a déployés dans le cadre de son mandat.

En ce qui concerne le thème principal de la présente séance, je souhaite dire ce qui suit : l'Allemagne appuie catégoriquement les déclarations de l'Union européenne et de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement. En outre, elle condamne avec la plus grande fermeté les essais nucléaires menés par la République populaire démocratique de Corée le 9 septembre 2016. Les essais nucléaires et la poursuite des tirs de missiles balistiques par la République populaire démocratique de Corée constituent une violation flagrante et inacceptable du droit international. L'Allemagne s'associe pleinement aux préoccupations qui ont été exprimées, en particulier par ses partenaires dans la région. Le comportement de la

République populaire démocratique de Corée déstabilise la péninsule coréenne de façon alarmante. La communauté internationale est unanime dans sa condamnation de ces actes de provocation et n'acceptera pas les atteintes aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et au droit international que la République populaire démocratique de Corée a commises à de nombreuses reprises, notamment les récents tirs de missiles balistiques.

L'Allemagne appuie pleinement les dernières évaluations faites par le Conseil de sécurité, lequel a indiqué dans sa plus récente déclaration à la presse que la République populaire démocratique de Corée faisait peser une menace manifeste sur la paix internationale. Le Conseil de sécurité a décidé d'agir en conséquence et s'apprête à examiner la possibilité d'adopter des sanctions encore plus sévères contre la République populaire démocratique de Corée. L'Allemagne est en contact étroit avec tous ses partenaires sur cette question et appuie tous les efforts de la communauté internationale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. Je donne la parole à l'Ambassadrice de Norvège, M^{me} Hauge.

M^{me} Hauge (Norvège) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, ma délégation souhaite tout d'abord vous faire part de sa reconnaissance pour les efforts que vous avez déployés à la présidence de cette dernière partie de la session de 2016 de la Conférence du désarmement.

Permettez-moi aussi de remercier à mon tour l'Ambassadeur d'Inde, M. Varma, de la contribution qu'il a offerte à la communauté du désarmement à Genève. Ma délégation a particulièrement apprécié son esprit de coopération et lui souhaite le meilleur dans ses futures activités.

La délégation norvégienne souhaite ajouter sa voix à celle des délégations qui ont condamné l'essai nucléaire mené par la République populaire démocratique de Corée le 9 septembre. Cet essai était bien plus important que le précédent. En outre, il a eu lieu peu de temps après le dernier essai de missile. Ainsi qu'elle l'a clairement indiqué dans son communiqué du 9 septembre, la Norvège considère qu'il s'agit d'un événement très grave. Les essais nucléaires et les essais de missiles auxquels procède la République populaire démocratique de Corée constituent une menace pour la paix et la stabilité à la fois dans la région et dans le reste du monde et ils rendent encore plus difficile la recherche de solutions diplomatiques à la situation dans la péninsule coréenne.

Les agissements de la République populaire démocratique de Corée fragilisent la norme internationale d'interdiction des essais et de la prolifération des armes nucléaires, et ils créent de nouveaux obstacles sur la voie de l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires. Il importe que la communauté internationale prenne des mesures énergiques face au comportement destructeur et provocateur de la République populaire démocratique de Corée. Il faut que le Conseil de sécurité de l'ONU envisage de répondre comme il se doit à ces actes.

Cet incident confirme à nouveau à quel point il importe que le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires entre en vigueur. Le Traité a maintenant 20 ans, mais il n'est toujours pas entré en vigueur parce que huit pays, dont la République populaire démocratique de Corée, ne l'ont toujours pas ratifié. Le régime d'interdiction des essais nucléaires est l'un des principaux piliers de l'architecture internationale du désarmement et de la non-prolifération. La Norvège continuera de suivre très attentivement l'évolution de la situation.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. Je donne la parole à l'Ambassadeur des Pays-Bas, M. Verstedden.

M. Verstedden (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, en complément des déclarations de l'Union européenne et de l'Initiative sur la non-prolifération et le désarmement, je souhaite faire une déclaration à titre national au sujet des essais nucléaires menés la semaine dernière par la République populaire démocratique de Corée.

Les Pays-Bas condamnent cet essai avec la plus grande fermeté et déplorent franchement que ce soit déjà la troisième fois cette année que les dangereuses provocations de la République populaire démocratique de Corée nous conduisent à nous exprimer de la sorte. Cet essai nucléaire est une menace pour la sécurité régionale et internationale et il

aggrave l'isolement du régime. En outre, il constitue une atteinte grave aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU et à la Déclaration commune publiée à l'issue des pourparlers à six. En conséquence, les Pays-Bas appuient l'adoption de mesures énergiques par la communauté internationale afin de restreindre encore davantage les capacités nucléaires de la République populaire démocratique de Corée et de lui envoyer un message fort au sujet de son comportement inacceptable.

Les Pays-Bas exhortent la République populaire démocratique de Corée à s'abstenir de nouvelles provocations, en particulier en renonçant à effectuer de nouveaux essais nucléaires et balistiques. En outre, le régime devrait respecter pleinement les obligations internationales susmentionnées, mettre en œuvre le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et soumettre toutes ses installations au Système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Il devrait également signer et ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires sans attendre. Dans son propre intérêt, il devrait comprendre que la voie de la provocation qu'il a choisie et sur laquelle il se trouve actuellement n'encourage ni les progrès politiques ni la coopération économique. La République populaire démocratique de Corée devrait donc cesser immédiatement toutes ses actions irresponsables et s'orienter plutôt vers un rapprochement fondé sur le dialogue avec la communauté internationale.

Monsieur le Président, permettez-moi de remercier à mon tour M. Varma de ses avis toujours réfléchis et de la sagesse dont il a permis à la Conférence et à d'autres instances de bénéficier. Nous lui souhaitons plein succès dans ses futures fonctions. Permettez-moi aussi de remercier le Président et les autres présidents de la session de tous les efforts qu'ils ont menés cette année.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. À présent, je donne la parole à M. Jadoon, du Pakistan.

M. Jadoon (Pakistan) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je vais lire la déclaration publiée le 9 septembre 2016 par le Ministère pakistanais des affaires étrangères au sujet de l'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a récemment procédé :

Le Pakistan condamne l'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé le 9 septembre 2016. Cet essai constitue une violation des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et va à l'encontre de l'objectif d'une péninsule de Corée exempte d'armes nucléaires. Le Pakistan demande à la République populaire démocratique de Corée de respecter toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de ne pas commettre d'actes qui compromettent la paix et la stabilité dans la région. Nous exhortons toutes les parties à s'employer à créer une zone exempte d'armes nucléaires dans la péninsule coréenne dans le cadre des pourparlers à six.

Monsieur le Président, ma délégation souhaite aussi adresser quelques mots à M. Venkatesh Varma, Représentant permanent de l'Inde. M. Varma a, par sa seule présence, dominé la Conférence du désarmement, dont les travaux de fond ont immensément bénéficié de ses contributions. Que nous partagions son point de vue ou que nous ne le partagions pas, ce qui était très rare, il avait toujours des arguments logiques et convaincants. Ses années d'expérience à la Conférence et, plus généralement, dans l'univers du désarmement multilatéral, de la non-prolifération et de la limitation des armements ont été très utiles à la Conférence. La perspicacité des observations qu'il a prononcées aujourd'hui le démontre. Il ne fait aucun doute que sa présence manquera à la Conférence. En ce qui me concerne, j'ai toujours pu compter sur les sages conseils de M. Varma, sur ses connaissances et sur la profondeur de ses analyses. Nous lui adressons nos vœux les meilleurs pour la suite de sa carrière.

Monsieur le Président, nous saisissons aussi cette occasion pour vous féliciter et vous remercier de la manière dont vous avez mené la présidence de la Conférence. Nous apprécions vos compétences en matière de diplomatie et votre dynamisme, qui ont guidé la Conférence jusqu'à l'adoption sans heurts et dans les délais de son rapport annuel. Nous vous sommes aussi reconnaissants des efforts que vous avez déployés pour préparer la résolution de l'Assemblée générale et espérons que le texte définitif de ce projet de résolution sera rapidement établi.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie de votre déclaration et de vos aimables paroles. Je donne maintenant la parole à la Représentante d'Israël, M^{me} Yaron.

M^{me} Yaron (Israël) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, à l'image des autres délégations, Israël condamne fermement l'essai nucléaire auquel la Corée du Nord a procédé cette semaine. Ainsi que l'a indiqué le Ministère des affaires étrangères le jour même, le dernier essai nucléaire enfreint les règles internationales et les résolutions du Conseil de sécurité et nuit à la stabilité et à la sécurité mondiales. Cet essai nucléaire et l'essai balistique qui l'a précédé appellent une action concrète de la communauté internationale, notamment afin d'empêcher que la prolifération multiforme que la Corée du Nord pratique ne s'étende au Moyen-Orient.

Nous saisissons cette occasion pour remercier l'Ambassadeur Varma de la contribution constante qu'il a apportée aux travaux de la Conférence du désarmement et des autres mécanismes de désarmement. Nous lui souhaitons plein succès dans ses prochaines fonctions.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie.

(*L'orateur poursuit en espagnol*)

Je donne maintenant la parole au Représentant de la Colombie, M. González.

M. González (Colombie) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, comme c'est la première fois que ma délégation prend la parole sous votre présidence, je souhaite vous féliciter pour le travail que vous avez accompli.

J'ai demandé la parole pour parler de l'essai nucléaire mené par la République populaire démocratique de Corée le 9 septembre 2016. Le Gouvernement colombien condamne cet essai tout comme il condamne les précédentes activités entreprises par le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée, car elles enfreignent clairement les interdictions établies et les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité. Ainsi que l'a déclaré le Ministère colombien des affaires étrangères le jour de l'incident, la Colombie constate avec une profonde préoccupation l'escalade des démonstrations de force nucléaire sur la péninsule coréenne, ainsi que la fréquence et l'ampleur de ces démonstrations, lesquelles font peser un danger sur la stabilité, sur la paix et sur la sécurité régionale et mondiale. La Colombie exhorte en conséquence la République populaire démocratique de Corée à respecter pleinement ses engagements internationaux en matière de désarmement et de non-prolifération. La République populaire démocratique de Corée devrait également mettre pleinement en œuvre les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2270 (2016).

La Colombie continuera de mettre en œuvre les dispositions de la résolution 2270 (2016) du Conseil de sécurité et les résolutions connexes, car en respectant dûment ces résolutions et les instruments qui portent sur le désarmement et la non-prolifération nucléaires, il devient possible d'ouvrir le dialogue et de protéger la paix et la sécurité internationales.

La Colombie appuie les initiatives multilatérales susceptibles de conduire à la dénucléarisation définitive de la péninsule coréenne, son intention étant d'éviter l'aggravation des tensions dans la région. La Colombie appuie par conséquent le processus de vérification et de surveillance mené par l'AIEA et, dans ce contexte, nous exhortons la République populaire démocratique de Corée à réintégrer le Système de garanties de l'AIEA.

En outre, la Colombie exhorte la République populaire démocratique de Corée à reprendre les pourparlers à six, qui permettront d'apporter à ce problème une solution pacifique et diplomatique et d'aller de l'avant en s'appuyant sur le dialogue et la concertation, qui sont des éléments clés de la sécurité internationale.

Enfin, Monsieur le Président, ma délégation se joint aux délégations qui ont remercié l'Ambassadeur d'Inde, M. Varma, de son excellent travail et de ses innombrables contributions aux travaux de la Conférence du désarmement. Nous lui souhaitons plein succès dans ses prochaines fonctions.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vous remercie. À présent, je donne la parole au Représentant de l'Équateur, M. Avilés.

M. Avilés (Équateur) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, ma délégation voudrait tout d'abord rendre hommage aux importants efforts accomplis tout au long de cette année par vous-même et par les cinq autres présidents de la présente session.

La délégation équatorienne saisit aussi cette occasion pour dire combien elle apprécie l'importante contribution apportée cette année par l'Ambassadeur d'Inde, M. Varma, aux travaux de la Conférence du désarmement. Nous lui adressons tous nos vœux de réussite dans ses futures activités.

Permettez-moi à présent d'évoquer la déclaration officielle faite par le Ministère des affaires étrangères de la République d'Équateur. Le Gouvernement équatorien exprime le rejet et la vive préoccupation que lui inspire la décision de la République populaire démocratique de Corée de mener un essai nucléaire le 9 septembre. Cette action est une violation manifeste des normes internationales relatives à l'élimination et à la non-prolifération des armes nucléaires et de leurs vecteurs et elle représente donc un péril extrêmement grave pour la paix et la sécurité internationales. Le Gouvernement équatorien, qui reste fermement attaché à la paix et à son mandat constitutionnel, condamne cette action et l'emploi d'armes de destruction massive et appuie tous les efforts qui sont menés actuellement dans le cadre des Nations Unies afin de négocier un instrument juridiquement contraignant visant à interdire et éliminer totalement les armes nucléaires. Il demande donc à la République populaire démocratique de Corée et à tous les États détenant des armes de destruction massive, en particulier des armes nucléaires, de renforcer leurs efforts concertés pour débarrasser la planète des armes nucléaires et de toutes les armes de destruction massive. En outre, le Gouvernement équatorien demande à tous les États d'adhérer aux instruments multilatéraux pertinents et de coopérer pleinement avec les organismes internationaux et leurs mécanismes de réglementation et de contrôle pour faire en sorte que le développement des technologies de pointe se fasse en toute transparence, contribuer à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire et de l'espace extra-atmosphérique et progresser vers l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Compte tenu du risque de déstabilisation qui pèse sur la péninsule coréenne, le Gouvernement équatorien demande à la République populaire démocratique de Corée et à tous les États concernés de faire preuve de retenue.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vous remercie de votre déclaration et de vos paroles aimables adressées à la présidence.

(*L'orateur poursuit en anglais*)

Je donne maintenant la parole à l'Ambassadeur d'Ukraine, M. Klymenko.

M. Klymenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, ma délégation souhaite à son tour condamner l'essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a récemment procédé. Cet essai fait clairement peser une menace sur la paix et la sécurité internationales et compromet le régime de non-prolifération.

En effectuant son cinquième essai nucléaire, le 9 septembre dernier, la République populaire démocratique de Corée a manifestement violé les obligations internationales qui lui incombaient, notamment les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU. L'Ukraine est profondément préoccupée par les actes irresponsables répétés de Pyongyang, qui ont déjà entraîné une nette détérioration du climat sécuritaire dans la péninsule coréenne et au-delà. La position de l'Ukraine, qui a volontairement démantelé son propre arsenal nucléaire, est très claire et dépourvue de toute ambiguïté : nous condamnons fermement ces actes inacceptables et réaffirmons que la Corée du Nord devrait pleinement respecter les résolutions du Conseil de sécurité et renoncer immédiatement à tout acte interdit.

Dans le même temps, je souhaite faire part de la préoccupation de l'Ukraine au sujet des exercices militaires à grande échelle « Caucase 2016 » récemment lancés par la Fédération de Russie dans les territoires occupés de l'Ukraine et près de la frontière de notre pays. Le renforcement considérable de la force militaire conjointe russe, qui se regroupe dans les territoires occupés et à la frontière ukrainienne, et son placement en état d'alerte maximum constituent une menace militaire immédiate et croissante pour l'Ukraine

et pour la stabilité régionale. Dans le cadre de ces exercices, la Fédération de Russie a concentré à proximité de la frontière ukrainienne environ 41 000 soldats et un grand nombre de véhicules de combat, de navires, d'avions et d'hélicoptères. L'Ukraine prie instamment la Russie de mettre fin au renforcement provocateur de sa présence militaire dans les territoires occupés de l'Ukraine et à proximité de sa frontière, et à prendre des mesures pour apaiser les tensions.

Monsieur le Président, puisque c'est notre dernière séance plénière à Genève cette année, je voudrais vous remercier de votre excellent travail et des efforts inlassables que vous avez déployés pour que le rapport annuel de la Conférence du désarmement soit adopté sans heurts. La délégation ukrainienne est aussi reconnaissante aux présidents de la Conférence qui ont occupé cette fonction en 2016. En outre, je remercie l'Ambassadeur Varma de sa collaboration et de sa contribution aux travaux de notre Conférence et lui adresse mes meilleurs vœux de réussite dans la suite de sa carrière.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur, de votre déclaration et des aimables paroles que vous avez adressés aux présidents.

(*L'orateur poursuit en espagnol*)

Je donne maintenant la parole au Représentant de l'Argentine, M. Abbenante.

M. Abbenante (Argentine) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, je vous remercie des efforts que vous avez menés pour susciter l'adoption du rapport annuel. La délégation argentine remercie l'Ambassadeur d'Inde de toutes ses contributions à la Conférence du désarmement et lui souhaite plein succès dans ses futurs travaux.

L'Argentine condamne catégoriquement le dernier essai nucléaire auquel la République populaire démocratique de Corée a procédé le 9 septembre. Ce dernier essai représente une violation des résolutions dans lesquelles le Conseil de sécurité avait demandé à cet État de réintégrer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le Système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'abandonner toutes ses armes nucléaires et tous ses programmes nucléaires de façon complète, vérifiable et irréversible, et de cesser immédiatement toutes les activités qui y sont liées, y compris les tirs recourant à la technologie des missiles balistiques et les autres actes de provocation.

L'Argentine considère que la République populaire démocratique de Corée doit cesser d'urgence ses actes d'hostilité et reprendre le dialogue avec la communauté internationale en acceptant de respecter les obligations qui découlent des résolutions du Conseil de sécurité, réintégrer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et autoriser l'AIEA à reprendre ses activités dans le cadre du système de garanties dans ce pays.

Ces actions regrettables et irresponsables, qui portent atteinte à notre sécurité collective, devraient nous faire réfléchir à la nécessité d'intensifier les efforts visant l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Le fait que le Traité ne s'accompagne d'aucun mécanisme juridique contraignant est un risque que nous serons peut-être amenés à regretter. Le fait qu'au cours de ce siècle seulement un État ait mené des essais nucléaires ne devrait pas nous inciter à l'autosatisfaction. L'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires donnerait une assise juridique solide à un système de vérifications et de contrôle du respect des dispositions du Traité par les États. Elle permettrait aussi de remplir l'engagement pris de prouver que les États et la société civile n'ont pas baissé les bras et continuent d'agir en faveur du désarmement nucléaire et de lutter contre la prolifération des armes nucléaires.

Le Président (*parle en espagnol*) : Je vous remercie. À présent, je donne la parole à la Représentante du Pérou, M^{me} Masana García.

M^{me} Masana García (Pérou) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, la délégation péruvienne salue l'esprit d'initiative et la détermination que vous avez insufflés aux travaux que vous avez menés pendant votre présidence.

Je vais maintenant donner lecture d'une déclaration publiée le 9 septembre par le Pérou au sujet d'un événement auquel nous sommes extrêmement sensibles en raison de ses incidences sur la paix et la sécurité et sur notre planète :

Le Pérou condamne vigoureusement les essais nucléaires auxquels a procédé la République populaire démocratique de Corée. Ces essais font peser une grave menace sur la paix et sur la sécurité internationale, dont la réalisation est l'un des objectifs prioritaires arrêtés par l'ensemble de la communauté internationale dans la Charte des Nations Unies.

Pour la seconde fois cette année, la Corée du Nord a mené un essai nucléaire, enfreignant ainsi directement les obligations internationales en matière de désarmement et de non-prolifération qui lui incombent en vertu d'un ensemble de résolutions du Conseil de sécurité.

Le Pérou souhaite ajouter sa voix à celle des pays qui ont exprimé leur condamnation et réaffirme son appui aux décisions du Conseil de sécurité relatives au maintien de la paix et de la sécurité en Asie du Nord-Est. Il souhaite aussi une reprise des pourparlers à six sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne.

En outre, Monsieur le Président, nous demandons aux États qui ne l'ont pas encore fait de ratifier sans attendre le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires afin que cet instrument essentiel pour la paix et la sécurité internationales puisse entrer en vigueur le plus tôt possible.

Le Pérou souhaite aussi dire que les interventions de l'Ambassadeur d'Inde, M. Varma, lui manqueront. Je partage pleinement l'avis de M. Varma selon lequel si la Conférence n'existait pas, il faudrait l'inventer. M. Varma, la délégation péruvienne vous adresse ses meilleurs vœux de réussite dans vos nouvelles fonctions. Enfin, je remercie l'équipe du secrétariat de son appui constant aux travaux de la Conférence.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. Le pays suivant inscrit sur ma liste est l'Autriche, suivie de la Fédération de Russie. Je donne la parole à l'Ambassadrice d'Autriche, M^{me} Hammer.

M^{me} Hammer (Autriche) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, l'Autriche s'associe pleinement à la déclaration de l'Union européenne et souhaite ajouter quelques observations à titre national. L'Autriche condamne avec la plus grande fermeté l'essai nucléaire auquel a procédé la République populaire démocratique de Corée le 9 septembre.

La Corée du Nord devient ainsi le seul pays au monde à avoir mené des essais nucléaires au XXI^e siècle. Cet essai vient s'ajouter à un certain nombre d'actes commis en violation de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Ce mépris flagrant envers les obligations internationales est irresponsable. En continuant d'accroître son arsenal nucléaire et de renforcer ses programmes balistiques, la République populaire démocratique de Corée continue d'avancer vers une confrontation et représente un péril pour l'ensemble de la région. Dans la résolution 2270 (2016) qu'il avait adoptée en mars 2016, le Conseil de sécurité s'était déjà déclaré vivement préoccupé par l'essai nucléaire auquel le pays en question avait procédé le 6 janvier, considérant qu'il représentait un défi majeur pour le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et les efforts déployés au niveau international pour renforcer le régime mondial de non-prolifération des armes nucléaires.

L'Autriche demande donc à la communauté internationale et au Conseil de sécurité de prendre des mesures claires. Alors que nous célébrons le vingtième anniversaire de l'ouverture du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires à la signature, le comportement irresponsable de la Corée du Nord met en évidence le fait qu'il est plus nécessaire que jamais d'agir enfin pour que cet instrument devienne universellement applicable. Il est indispensable de mettre fin une fois pour toutes aux essais nucléaires. Nous demandons par conséquent à la Corée du Nord et à tous les autres États qui ne l'ont pas encore fait de ratifier le Traité sans attendre.

Monsieur le Président, permettez-moi de citer le Ministre autrichien des affaires étrangères, Sebastian Kurz, qui a été parmi les premiers à réagir vendredi dernier :

Cet événement regrettable démontre une nouvelle fois qu'un changement fondamental doit s'opérer pour abandonner une politique de sécurité qui s'appuie sur les armes de destruction massive. Tant qu'il existera des armes nucléaires, le

risque existera qu'un nombre croissant d'États tentent d'en posséder. L'Autriche pense donc que l'heure est venue d'élaborer, dans le cadre de l'ONU, un instrument juridique interdisant les armes nucléaires. Cela serait la première action importante d'une série d'actions nécessaires pour se rapprocher d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. À présent, je donne la parole au Représentant de la Fédération de Russie, M. Deyneko.

M. Deyneko (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Monsieur le Président, le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie a publié un communiqué officiel au sujet des essais nucléaires auxquels la République populaire démocratique de Corée a procédé le 9 septembre. Le texte de cette déclaration est à la disposition de toute personne intéressée.

Je souhaite aussi appeler l'attention de mes estimés collègues sur un certain nombre de questions de fond liées aux travaux de la Conférence du désarmement. Toutefois, permettez-moi, pour commencer, de remercier l'Ambassadeur Varma de sa contribution remarquable et constructive aux travaux de la Conférence et de lui souhaiter plein succès dans ses nouvelles fonctions importantes.

Avec la séance d'aujourd'hui, la session de 2016 de la Conférence s'achève pratiquement. Sous votre direction, Monsieur le Président, la Conférence a adopté son rapport par consensus, ce qui témoigne de la considération que les délégations ici présentes ont pour ses travaux.

La délégation russe souhaite présenter à la Conférence sa vision des événements qui sont survenus en 2016 dans la sphère du désarmement et qui peuvent être attribués à la Conférence. Comme les années précédentes, la Conférence n'a pas réussi à adopter un programme de travail complet et équilibré ni à entamer des négociations. Dans le même temps, nous ne devrions pas sous-estimer les efforts sans précédent déployés par les présidents de la session de 2016 et par leurs délégations pour trouver des solutions de compromis afin de faire avancer la Conférence et de la faire sortir de l'impasse où elle se trouve depuis longtemps. Dans l'histoire de la Conférence, la présentation de plusieurs projets de programme de travail en même temps ne s'était jamais produite.

La délégation russe aussi a fourni une contribution constructive. Alors que tous les points de l'ordre du jour traditionnel avaient été rejetés par l'une ou l'autre des parties intéressées, elle a fait une proposition qui avait pour objet la recherche d'un autre thème pouvant être accepté par tous. Cela n'a pas été facile car un nouveau thème ne peut aller à l'encontre des intérêts fondamentaux de sécurité nationale d'un État membre de la Conférence et doit présenter une importante valeur ajoutée. L'initiative proposée le 1^{er} mars par le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergueï Lavrov, concernant l'élaboration par la Conférence d'une convention internationale pour la répression des actes de terrorisme chimique, puis également pour la répression des actes de terrorisme biologique, est pleinement conforme à ces critères.

Les sérieux travaux menés par des experts à Moscou, lesquels ont aussi tenu compte des idées avancées par les partenaires de la Conférence, nous permettent de disposer à présent d'un projet de texte assez avancé dans lequel figurent les éléments d'une éventuelle convention. Ce projet pourra être utilisé à l'avenir lorsque la version finale du texte de cet instrument juridique international sera établie. Il ne faut pas non plus oublier que l'initiative de la Fédération de Russie, compte tenu de la composante « désarmement » qu'elle comporte, donne à la Conférence l'occasion de regagner l'autorité qu'elle a presque perdue au fil des années en raison du temps qu'elle a gaspillé. La délégation russe pense que pendant la période de l'intersessions, les délégations pourront examiner attentivement le nouveau projet de texte dans lequel figurent les éléments clefs d'une convention internationale pour la répression des actes de terrorisme chimique et biologique, afin que d'ici au début de la prochaine session, la Conférence puisse entamer l'examen sur le fond de ce texte.

En même temps, nous sommes prêts à travailler sur les autres points inscrits à l'ordre du jour, notamment l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant interdisant une course aux armements dans l'espace. Le projet de traité relatif à la

prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux, proposé par la Fédération de Russie et la Chine, dont de nombreuses délégations considèrent que l'examen a été trop longtemps différé, peut servir de base à cet examen. Nous sommes également disposés à examiner de nouvelles idées constructives susceptibles d'étoffer le programme de travail de la Conférence, s'il en est proposé. Nous espérons qu'en 2017, renforcée par les importants événements qui se sont déroulés pendant la session de 2016, la détermination à parvenir à un accord au sujet d'un programme de travail et de l'adopter se maintiendra et se renforcera. Nous restons convaincus que nous sommes pleinement en mesure de résoudre cette question.

Enfin, je salue les activités menées cette année par chacun des six présidents : les représentants du Nigéria, de la Norvège, du Pakistan, du Pérou, de la Pologne et, bien sûr, de la République de Corée. La Russie, qui sera l'un des présidents en 2017, a l'intention de s'appuyer sur leurs travaux et de travailler activement, main dans la main, avec toutes les délégations afin de rétablir la pérennité de la Conférence, qui est une instance multilatérale de négociation unique au monde.

Avant de conclure, Monsieur le Président, si vous le permettez, je souhaiterais répondre en quelques mots aux propos agressifs tenus par le représentant de l'Ukraine au sujet de la nature soi-disant provocatrice des exercices militaires « Caucase 2016 ». Je n'ai pas l'intention de rester englué dans une longue et inutile polémique sur cette question. Afin que les délégations comprennent mieux notre position, je dirai simplement qu'ainsi que le fait traditionnellement le Ministère de la défense de la Fédération de Russie, tout particulièrement lorsque de telles manœuvres de grande ampleur sont menées, des réunions d'information et des réunions extraordinaires ont été organisées en Fédération de Russie à l'intention des représentants d'États étrangers. En d'autres termes, tout le monde a été pleinement informé des objectifs des exercices qui allaient se dérouler sur le territoire de la Fédération de Russie ainsi que des tâches qui seraient accomplies dans ce cadre.

Pour ce qui est des autres propos tenus pour des raisons politiques au sujet de l'occupation et de toutes les autres questions, ils ne relèvent malheureusement pas du mandat de la Conférence. Toutes ces questions sont examinées par d'autres instances, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre par l'Ukraine des accords de Minsk. Notre position à ce sujet n'a pas changé. Elle a été présentée à de nombreuses reprises et toutes les personnes ici présentes la connaissent.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie de votre déclaration et des aimables paroles que vous avez adressées aux autres présidents de la session.

Avant de donner la parole au représentant de la République populaire démocratique de Corée, je vais malheureusement devoir réclamer l'indulgence des membres de la Conférence pour la seconde fois en deux semaines car je vais prononcer une déclaration à titre national.

Malgré les avertissements clairs qui lui ont été adressés par la communauté internationale, la République populaire démocratique de Corée a mené un cinquième essai nucléaire le 9 septembre dernier. Le Gouvernement de la République de Corée condamne vigoureusement cette immense provocation, qui ne saurait être tolérée. Les déclarations faites aujourd'hui par un très grand nombre des membres de la Conférence du désarmement témoignent de la très vive préoccupation de la communauté internationale et de sa volonté partagée de ne pas tolérer les programmes nucléaires et balistiques de la République populaire démocratique de Corée.

Le régime de la République populaire démocratique de Corée poursuit cette dangereuse provocation, sans le moindre égard pour la situation terrible dans laquelle se trouve la population de ce pays sur les plans humanitaire et des droits de l'homme. Il devrait être évident pour ce régime qu'il n'a rien à gagner d'un tel comportement. Plus la République populaire démocratique de Corée se livre à de dangereuses provocations, plus les sanctions de la communauté internationale seront sévères et plus elle sera isolée sur le plan diplomatique.

Le Gouvernement de la République de Corée demande à nouveau fermement à la République populaire démocratique de Corée d'abandonner immédiatement ses programmes armes nucléaire et balistique de façon complète, vérifiable et irréversible.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République populaire démocratique de Corée.

M. Jo Chol-su (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, avant d'exposer la position de la République populaire démocratique de Corée sur ses dernières explosions expérimentales d'ogives nucléaire, permettez-moi d'appeler l'attention des membres de la Conférence du désarmement sur la question du respect mutuel.

Chaque délégation a le droit de choisir le contenu de la déclaration qu'elle prononce. Toutefois, certaines délégations ne prennent pas la peine de nommer les États souverains de manière correcte et juste, ce qui va à l'encontre de la pratique diplomatique établie et des qualifications essentielles dont le respect est exigé dans les instances internationales. Il semble que cette question a déjà été soulevée par certains des membres de la Conférence, aussi je rappelle à tous les membres qu'ils sont traités ainsi qu'ils traitent les autres et que ce n'est qu'en respectant les autres membres qu'ils peuvent être respectés à leur tour.

La République populaire démocratique de Corée a déjà déclaré qu'elle continuerait d'exercer son droit de légitime défense et de renforcer de toutes les manières possibles ses capacités nucléaires afin de faire face aux incessantes activités des États-Unis, qui portent atteinte à sa souveraineté et se livrent à d'incessantes provocations.

Les récentes explosions expérimentales d'ogives nucléaire ont démontré que la République populaire démocratique de Corée était animée d'une volonté inébranlable et qu'elle était prête à riposter à toute provocation de ses ennemis, dans le cadre de contre-mesures importantes prévues en réaction à la menace de guerre nucléaire et aux sanctions brandies par les forces hostiles, notamment par les États-Unis d'Amérique.

Les mesures désespérées prises par les États-Unis pour imposer unilatéralement des sanctions et étouffer la République populaire démocratique de Corée sont un affreux crime contre l'humanité dont l'objectif est de subvertir le système socialiste qui prévaut dans un État souverain en violant son droit de se développer et d'exister. Les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU agressivement promues par les États-Unis d'Amérique et les sanctions contre la République populaire démocratique de Corée relèvent des représailles, qui sont interdites en droit international, et ne sont donc rien d'autre que des documents dépourvus d'impartialité, de légalité et de moralité. Le seul résultat de la politique hostile renforcée des États-Unis et de la menace nucléaire et du chantage affreux qu'ils exercent a été de conduire la République populaire démocratique de Corée à renforcer progressivement ses capacités d'attaque nucléaires. Ce sont les États-Unis qui ont obligé la République populaire démocratique de Corée à fabriquer des ogives nucléaires, et ce sont la menace nucléaire et le chantage constants visant la République populaire démocratique de Corée presque tous les jours depuis des décennies qui ont poussé ce pays à progresser dans ce domaine. La République populaire démocratique de Corée persévère dans sa décision de mener simultanément son développement sur deux fronts : son économie et ses capacités de défense fondées sur la force de dissuasion nucléaire, afin de préserver sa souveraineté et son droit à l'existence et à la paix face à la menace nucléaire et aux chantage toujours plus insistants auxquels se livrent les États-Unis d'Amérique. L'essai nucléaire récemment mené par la République populaire démocratique de Corée n'était qu'une étape dans l'affirmation de sa position.

La décision de la République populaire démocratique de Corée de conduire son développement simultanément sur deux fronts est une orientation stratégique qu'elle suivra sans faillir tant que les menaces nucléaires et les pratiques arbitraires des forces hostiles persisteront. Ainsi qu'elle l'a déjà déclaré et expliqué, la République populaire démocratique de Corée continuera de prendre des mesures pour renforcer qualitativement et quantitativement sa force nucléaire de dissuasion afin de préserver sa dignité, son droit d'exister et de véritables conditions de paix en dépit de la menace grandissante de guerre nucléaire que les États-Unis d'Amérique font peser sur elle.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. L'Ambassadeur des États-Unis a demandé la parole. M. Hall, vous avez la parole.

M. Hall (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, la République populaire démocratique de Corée est le pays qui viole perpétuellement de multiples résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. La République populaire démocratique de Corée est le pays qui représente un péril à la fois pour la sécurité de sa région et pour celle de la communauté internationale. La République populaire démocratique de Corée s'est engagée à abandonner la totalité de son armement et de ses programmes nucléaires mais continue malheureusement de bafouer son engagement et d'enfreindre les obligations juridiques internationales qui lui incombent au titre de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité.

Les États-Unis n'ont cessé de rappeler à la République populaire démocratique de Corée qu'elle s'est engagée à réintégrer le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le Système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ils n'accepteront pas la République populaire démocratique de Corée en tant qu'État doté d'armes nucléaires.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ? Je donne la parole à l'Ambassadeur d'Ukraine.

M. Klymenko (Ukraine) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, je souhaite apporter des éclaircissements en réponse aux propos qui ont été tenus au sujet de mon pays et au sujet de certains éléments de la déclaration que j'ai prononcée aujourd'hui. Tout d'abord, je souhaite appeler l'attention sur la réalité de la situation actuelle, qui est qu'aujourd'hui, les événements qui se déroulent près de nos frontières constituent une menace directe non seulement pour notre sécurité, mais aussi pour celle de notre région. Notre pays fait face à une agression extérieure. Je me réfère au caractère indivisible de la sécurité. Je pense que cette instance est un lieu approprié pour examiner toutes les questions, toutes les préoccupations et tous les problèmes de sécurité régionale et mondiale. En outre, je souhaite appeler à nouveau l'attention de tous les membres de la communauté internationale sur la résolution 68/262 du 27 mars 2014 dans laquelle l'Assemblée générale a clairement affirmé son attachement à la souveraineté, à l'indépendance politique, à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, et a demandé à tous les États, organisations internationales et institutions spécialisées de ne reconnaître aucune modification du statut de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol.

Enfin, la présente déclaration n'a nullement pour objectif de provoquer ou d'insinuer quoi que ce soit. Toutefois, je souhaite mettre l'accent sur un élément de la doctrine de défense de la Fédération de Russie et appeler l'attention de ce pays sur ce point, à savoir que les mesures comme le déploiement et la concentration d'unités militaires par un État étranger dans les zones limitrophes de la Russie, notamment dans l'intention d'exercer des pressions politiques et militaires, sont considérées comme faisant partie des principales menaces militaires externes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur l'Ambassadeur. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?

Je donne la parole au représentant de la République populaire démocratique de Corée, M. Jo.

M. Jo Chol-su (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, permettez-moi de répondre brièvement aux observations faites par la délégation des États-Unis. Le problème nucléaire dans la péninsule de Corée a commencé avec le déploiement d'armes nucléaires par les États-Unis sur le territoire de la Corée du Sud, lequel a fait que la République populaire démocratique de Corée s'est retrouvée sous la menace constante de la force de frappe nucléaire des États-Unis. Sans menace de la part des États-Unis, la question nucléaire n'existerait pas dans la péninsule coréenne. Donc, ainsi que nous l'avons déjà expliqué, la République populaire démocratique de Corée continuera de prendre toutes les mesures nécessaires pour augmenter qualitativement et quantitativement sa force nucléaire de dissuasion aussi longtemps que dureront la politique hostile et les manœuvres militaires agressives envers la République populaire démocratique de Corée.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?

Je donne la parole à M. Hall.

M. Hall (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Monsieur le Président, face à la persistance du comportement belliqueux et agressif de la Corée du Nord, les États-Unis demeurent attachés à la défense de leurs alliés dans la région. Ils continueront de travailler avec leurs alliés et de coordonner leur action avec eux afin de les protéger, et ils restent déterminés à empêcher la Corée du Nord de nous menacer tous et de compromettre la sécurité dans la région. Je demande à la République populaire démocratique de Corée de reprendre les négociations, d'éliminer ses armes nucléaires et de mettre un terme à son comportement irresponsable et imprudent.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vous remercie. Aucune autre délégation ne souhaite prendre la parole. Ainsi s'achèvent donc nos travaux d'aujourd'hui, et aussi la session de 2016 de la Conférence du désarmement.

Avant de conclure la séance, permettez-moi de remercier chacun d'entre vous de la coopération apportée à tous les présidents de la session. Je remercie aussi les interprètes, les préposés aux salles de conférence et le secrétariat de la Conférence de leur travail.

Nous avons prévu de nous réunir à 11 heures, mais la séance a duré plus longtemps que prévu. Toutes les délégations qui le peuvent sont invitées à nous retrouver ici à 12 h 15 afin d'examiner le projet de résolution. La séance est levée.

La séance est levée à 12 h 5.